



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Unité départementale des Vosges

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Epinal, le 16/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/10/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GIE DU COSTET BEILLARD

2648 route de Colmar
88400 Xonrupt-Longemer

Références : S-23-1145RP

Code AIOT : 0006204549

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/10/2023 dans l'établissement GIE DU COSTET BEILLARD implanté Le Costet Beillard, chemin de la cleurie 88400 Gérardmer. L'inspection a été annoncée le 13/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GIE DU COSTET BEILLARD
- Le Costet Beillard, chemin de la cleurie 88400 Gérardmer
- Code AIOT : 0006204549
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est une station d'épuration. Depuis l'arrêt de la SA Doridant, elle assure exclusivement le traitement des effluents de la société Blanchiments de Xonrupt II. L'inspection s'est appuyée sur l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2639/2008 du 13 août 2008.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Caractéristiques des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.3.1	/	Sans objet
2	Coloration de la zone de mélange	Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.3.2	/	Sans objet
3	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.4.2	/	Sans objet
4	Bilan de fonctionnement de la station d'épuration	Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.4.3	/	Sans objet
5	Surveillance du milieu	Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.4.6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas d'élément particulier à mettre en avant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Caractéristiques des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : (...) Par ailleurs, les effluents en sortie de la station devront satisfaire aux conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none">• température : < 30°C• 5,5< pH< 8,5• débit : 1000 m3/j• MES : < 35 mg/L et flux < 38,5 kg/j• DBO5 : < 30 mg/L et flux < 33 kg/j• DCO : flux < 246 kg/j (flux mensuel < 205 kg/j)• NGL : < 10mg/L• AOX : < 1 mg/L• P : < 10 mg/L Les valeurs fixées ci-dessus s'imposent à des mesures réalisées sur des prélèvements moyens de 24 heures. Dans le cas de prélèvements instantanés aucun résultat ne devra dépasser le double de la valeur limite prescrite. La dilution des effluents est interdite.
Constats : L'exploitant a renseigné l'application GIDAF pour les mois de janvier à mai 2023. Il en ressort : <ul style="list-style-type: none">• des dépassements sur le paramètre azote (jusqu'à 10,9 mg/L pour une valeur limite fixée à 10) ;• des dépassements sur le paramètre Phosphore (au mois d'avril : 12 mg/L pour une valeur limite fixée à 10 et au mois ; au mois de mai : 15 mg/L ; au mois de juin 16mg/L). L'inspection note que ces paramètres ne dépassent pas le double de la valeur limite prescrite. Pour autant, des dépassements sont régulièrement constatés, ce dont l'exploitant convient. A l'avenir, les VLE ici observées seront renforcées par application des conclusions sur les meilleures techniques disponibles d'une part et sur l'analyse de la compatibilité milieu d'autre part. Pour améliorer ses rejets, l'exploitant a indiqué vouloir procéder prochainement à des essais de produit déphosphatant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Coloration de la zone de mélange

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.3.2
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : En un point représentatif de la zone de mélange à l'aval de la ZNIEFF, le rejet ne devra pas générer de coloration visible du milieu.
Constats : L'inspection n'a pas constaté de coloration du milieu récepteur (la Cleurie) en aval de la zone de mélange. Mais il est à noter que la station d'épuration n'émettait aucun effluent dans le milieu naturel lors de la visite d'inspection. L'exploitant justifie ce fait par la baisse du volume d'activité de la société Blanchiments de Xonrupt. Il qui induit une diminution de la quantité de matières organiques à traiter. Pour préserver la biologie de la station d'épuration, il a été fait le choix de faire fonctionner ponctuellement la station d'épuration en circuit fermé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.4.2
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : (...) Les résultats des analyses d'autosurveillance sont transmis mensuellement (trimestriellement pour les métaux) à l'inspecteur des installations classées sous format papier avec tout commentaire utile le cas échéant. Ces données pourront également être transmises sous forme de fichiers informatiques selon les indications données par l'inspecteur.
Constats : L'exploitant transmet mensuellement ses données d'autosurveillance quoi que l'inspection note quelques retards que l'exploitant explique par des retards d'analyses du bureau IRH (sur les paramètres P et N). Il est demandé à l'exploitant de veiller à ce que son prestataire soit plus rigoureux dans la gestion des délais.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Bilan de fonctionnement de la station d'épuration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.4.3
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : <p>Conformément à l'article 2.3.1, les données journalières sont consolidées en moyennes mensuelles puis en moyennes annuelles. Avant le 1er avril de l'année n+1, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un bilan de fonctionnement de sa station de l'année. Ce bilan réalisé dans un objectif d'amélioration continue comprend au moins :</p> <ul style="list-style-type: none">• les rejets de la station pour l'année précédente pour tous les polluants mesurés ;• une explication des résultats obtenus au cours de l'année précédente, notamment en cas de dépassement des valeurs limites définies dans cet arrêté ;• un état des pollutions accidentelles qui ont eu lieu au cours de l'année précédente et des mesures qui ont été prises pour éviter qu'une telle situation ne se reproduise ;• un bilan des principaux événements intervenus sur la station au cours de l'année précédente (travaux, changement de process...) ;• une liste prévisionnelle des travaux, améliorations prévues pour l'année à venir en tenant compte des nouvelles technologies disponibles en matière de traitement de l'eau.
Constats : <p>L'exploitant a transmis le bilan de fonctionnement de la station d'épuration par courriel en mars 2023. Les éléments attendus y figurent. On peut notamment retenir :</p> <ul style="list-style-type: none">• un rendement moyen sur l'année de 95 % (dont détail mois par mois et par polluant) ;• le détail des pannes et mises à niveau mois par mois ;• le renouvellement de la certification ISO 14 001 ;• le détail des émissions polluantes (par paramètre et par mois). <p>Les éléments présentés n'appellent pas de commentaire de la part de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Surveillance du milieu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.4.6
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : L'exploitant devra vérifier, par des mesures régulières, le bon état de la Cleurie, en amont et en aval des installations de blanchiment situées au lieu-dit << le Costet Beillard » à GERARDMER. Période à laquelle effectuer les prélèvements : février, mai, étiage, étiage 2009 puis tous les trois ans à la même époque, octobre.
Constats : L'exploitant assure, pour le compte des trois blanchiments qui se rejettent dans la Cleurie, la surveillance du milieu. L'exploitant transmet régulièrement les rapports établis par le bureau d'étude IRH. L'inspection observe que les résultats présentés ne sont pas comparés aux Normes pour la Qualité Environnementale et ne permettent donc pas de conclure sur le bon état de la Cleurie (au sens de la Directive Cadre sur l'Eau). Il est demandé à l'exploitant de renforcer les prochains rapports de ce point.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet